La responsabilité sociale des journalistes à l'épreuve du terrain sportif

L'exemple de l'arbitre de football

Putting Sports Journalists' Social Responsibility to the Test: The Case of Football Referees

François Borel-Hänni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9848>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9848

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 279-299

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

François Borel-Hänni, « La responsabilité sociale des journalistes à l'épreuve du terrain sportif », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9848> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9848

> NOTES DE RECHERCHE

FRANÇOIS BOREL-HÄNNI

Unité de recherche pluridisciplinaire Sport santé société

Université Lille 2 Droit et Santé

F-59790

pacoborel@yahoo.fr

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES JOURNALISTES À L'ÉPREUVE DU TERRAIN SPORTIF. L'EXEMPLE DE L'ARBITRE DE FOOTBALL

Résumé. — La mission des journalistes et médias est génératrice de sens. Les professionnels de l'information construisent des représentations du réel qui conditionnent en partie la façon dont leur public perçoit le monde. Mais à quel point ? De nombreuses études ont traité de l'influence des médias de masse et la capacité de leurs discours à créer du réel. Cependant, peu de travaux en ont cherché des preuves tangibles. L'arbitre de football se prête à une telle expérience. Détenteur du pouvoir de sanction sur le terrain de sport, il accomplit sa mission en s'appuyant en partie sur la façon dont est perçue son autorité. En cela, il est exposé en tant que sujet d'information aux représentations données de lui, principalement celles diffusées par les médias de sport, dont les effets engagent la responsabilité sociale des journalistes. Quels sont ces effets, s'ils existent ? Et entraînent-ils une réelle conscience de leur responsabilité sociale par les journalistes ? L'article tente de répondre à cette question en interrogeant les effets supposés des représentations des arbitres d'élite dans les médias français et la responsabilité sociale engendrée chez les journalistes et médias.

Mots clés. — Information, journalisme, sport, arbitrage, responsabilité, représentation.

L'arbitrage de sport peut être considéré comme la traduction propre à ce champ social du monopole dont dispose l'État sur l'utilisation légitime de la violence (Weber, 1959), ce qui donne à la fonction d'arbitre un rôle essentiel. Non seulement « l'arbitrage par une personne extérieure au jeu » (Defrance, 2001 : 13) garantit à l'environnement le maintien de l'ordre dans l'enceinte sportive, mais la présence d'un acteur chargé de réguler les comportements éduque aussi le sportif au respect d'une autorité, de règles et de sanctions hétéronomes. Ainsi la naissance des principales disciplines sportives s'est-elle accompagnée de la publication d'un règlement à portée universelle et d'un corps d'individus spécifiquement formés pour l'appliquer. C'est le cas pour le football dont l'arbitre tel que nous le connaissons est officiellement né en août 1891 (Lanfranchi et *al.*, 2004). Auparavant, les rencontres étaient dirigées par un membre de chaque équipe, ce qui posait des problèmes d'impartialité et d'interprétation car les règles précises du jeu pouvaient changer d'une région à l'autre du Royaume-Uni, pays berceau de ce jeu. La généralisation de la pratique, à l'intérieur et en dehors de l'Empire britannique, rendit nécessaires à la fois un corpus de règles fixes et un corps d'individus chargés de leur application. La fonction se fit alors jour, construite principalement, si l'on fait référence aux piliers de l'autorité identifiés par Max Weber (1921), sur le pilier de la légalité, les deux autres étant la tradition et le charisme. Par conséquent, l'arbitre tire avant tout son pouvoir de sanction du mandat qui lui est remis par la puissance publique, son aspect visuel étant avant tout destiné à le distinguer du joueur plus qu'à exsuder l'autorité. Le mandat de l'arbitre caractérise l'autorisation qu'il détient d'exercer certaines activités que d'autres ne peuvent exercer (Hughes, 1958) et exige la possession d'aptitudes (connaissance du règlement, condition physique) qui seront mises à l'épreuve tout au long de la carrière de l'arbitre, fréquence et difficulté des épreuves étant proportionnelles au niveau¹. Et s'il semble que, au fur et à mesure du temps, l'accent a été mis sur la « technologie de la représentation » de l'arbitre de football, destinée à illustrer « l'art de punir » dont il est dépositaire (Foucault, 1975 : 123) – la preuve la plus visible étant la couleur noire de sa tenue, symbole de la justice (Pastoureau, 1990), qui continue de désigner « l'homme en noir » dans le langage commun –, tradition et charisme font partie de la panoplie de l'arbitre sans être explicitement des fondements de l'arbitrage. En 2015, la fonction s'appuie donc sur une tradition héritée de son histoire et n'ignore pas que l'application de l'autorité requiert un talent personnel, ce à quoi se réfère le mot « charisme » (du grec *kharisma*, don exceptionnel). Plus largement, il est entendu qu'il y a un individu derrière le règlement et que l'un et l'autre sont indissociables. Preuve en est la part importante (77 pages sur 144 en 2014) laissée par l'International Football Association Board (IFAB), organisme régisseur de l'arbitrage mondial, aux modalités d'interprétation des 17 lois du jeu

¹ L'arbitrage de football en France est divisé selon le même principe vertical que les compétitions interclubs : une catégorie nationale (les arbitres dits « fédéraux ») pour arbitrer les championnats dits nationaux (jusqu'au championnat de France amateur 2 – CFA2 –, cinquième niveau) ; une catégorie régionale (les arbitres « de Ligue ») pour les championnats régionaux et la catégorie des arbitres « de district », les plus nombreux, dirigent les rencontres de niveau départemental. Arbitres fédéraux, de Ligue et de district sont rangés en niveaux au sein même de leurs catégories respectives.

de football, ce qui suppose l'existence d'une jurisprudence footballistique propre à la corporation. Sans nécessairement assimiler ces préceptes à une tradition au sens anthropologique du terme, du moins indiquent-ils que l'arbitrage de football a des savoirs bien à lui, transmis à travers le temps, et qu'est prise compte la capacité de l'individu à conjuguer cette jurisprudence selon les circonstances. Parmi les critères de notation des arbitres dont dépendent l'évolution de leur carrière, figurent également des qualités subjectives et inquantifiables telles la pédagogie, la prévention des conflits, le relationnel. Connaissant l'importance, pour les arbitres de haut niveau principalement, d'une telle notation, nous pouvons en déduire que les principes, non écrits pour certains, de l'arbitrage de football tiennent compte de l'individualisation de l'autorité et ne se contentent pas de reposer sur un règlement et des agents chargés de l'appliquer uniformément.

En conséquence, il est possible d'affirmer que l'autorité propice à l'application du règlement demande la maîtrise de ce dernier, certes, mais doit aussi être incarnée. Nous avons vu que l'organisation qui le chapeaute l'a admis, en faisant de l'arbitre le porteur d'une jurisprudence et d'une pédagogie. Il y a conscience que l'arbitre de football assure une médiation entre le règlement et l'environnement de ce sport, direct (le joueur) ou indirect (la société dans son ensemble). Toute médiation nécessitant d'établir des références communes entre les parties impliquées, toute situation d'arbitrage devient fruit de la construction d'une certaine représentation que Bernard Lamizet (1999 : 117) définit justement comme « référence produite par la mise en œuvre même de la médiation ». La popularité et la médiatisation du football ont fait de son arbitre, en 2015, une figure de référence de l'espace public sportif et, à ce titre, il doit se représenter autant qu'il est représenté par des tierces personnes. Une fois admise l'importance de cette représentation dans l'autorité comme construction sociale, le rôle des journalistes de sport², chargés de donner du sens au monde qu'ils décrivent (Delforce, 1996), les charge d'une responsabilité envers la corporation des arbitres de football. Du moins est-ce la première hypothèse qu'éprouve cet article. La seconde, qui se situe dans sa droite ligne, formule que cette responsabilité ne constitue qu'une contrainte supplémentaire dans un univers professionnel qui en est déjà pavé. Quelle place lui est alors réservée dans les pratiques journalistiques, compte tenu de l'importance que la profession accorde à sa propre responsabilité sociale ? En soumettant les deux hypothèses précitées à une analyse hypothético-déductive déployée sur deux terrains structurés autour de la représentation de l'arbitre de football, nous espérons apporter des éléments de réponse à cette dernière question.

² Nous privilégierons la formulation *journalistes de sport* à celle de *journaliste sportif*, car elle laisse bien mieux comprendre que nous parlons avant tout d'un journaliste spécialisé dans un domaine, et non d'un hybride situé entre deux champs, ce qui poserait effectivement la question de sa légitimité dans l'un et l'autre (Wille, 2013).

La responsabilité du journaliste ne se décrète pas, elle se constate et l'engage

La responsabilité est un concept dont la théorie est solidement étayée. Parmi les principaux auteurs ayant exploré cet objet, nous trouvons Hans Jonas qui, en 1979, introduisait le « principe responsabilité » selon lequel, expliquait Paul Ricoeur (1994 : 24-25), nous devons agir en permanence comme si « quelque chose ou quelqu'un de précieux, de fragile [nous était] confié par l'autre ». Suivant cette définition, la responsabilité est la condition propre à l'individu intégré à une société où ses actions entraînent des répercussions qu'il n'a pas d'autre choix que de prendre en compte. Dans une thèse consacrée au concept et publiée il y a bientôt un siècle, Paul Fauconnet (1928 : 91) formulait déjà une telle idée : la responsabilité, écrivait-il, naît « en-dehors du sujet responsable [et] vient sur lui, parce qu'il se trouve engagé dans des circonstances qui l'engendrent ». Or, la responsabilité que se reconnaît le journalisme ressemble fortement au portrait que nous venons d'en dresser : à lire la Charte d'éthique professionnelle des journalistes du syndicat national des journalistes (SNJ), principale organisation syndicale française de la branche, le « droit du public à une information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste » est le devoir premier du journaliste, sa « responsabilité qui prime sur toute autre »³. Ce droit à l'information du citoyen serait la chose précieuse confiée au journaliste, dont il doit prendre soin avant toute autre chose. La Charte de Munich, pendant universel de la Charte du SNJ, ne dit pas autre chose quand elle stipule que le devoir premier du journaliste est de « respecter la vérité », en raison du « droit que le public a de connaître la vérité »⁴.

Le fait d'informer est en soi générateur de responsabilité pour le journaliste. L'importance de la profession pour assurer le droit de chaque citoyen à la liberté d'expression et d'information, inscrit à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, consacre la responsabilité du journaliste envers son audience et fonde son éthique.

Spécificité de la responsabilité sociale du journaliste

En appliquant le principe responsabilité de Hans Jonas à cette déclaration, nous pouvons éclairer la mission du journaliste d'un jour nouveau. Il assure un droit du citoyen mais, pour reprendre Bernard Delforce, co-construit ensuite les sens des sujets d'information qu'il traite, en respect du statut des médias d'information comme principaux lieux de la parole publique (Rabatel, Koren, 2008). En informant au sujet de l'arbitrage de football, en représentant principalement les éléments d'élite de la corporation à l'aide d'images télévisées, les journalistes de sport font œuvre

³ Accès : <http://www.snj.fr/content/charte-d%E2%80%99C3%A9thique-professionnelle-des-journalistes?article1032>=. Consulté le 11/04/13. .

⁴ Accès : <http://www.snj.fr/?q=content/d%C3%A9claration-des-devoirs-et-des-droits-des-journalistes>. Consulté le 11/04/13.

de médiation – d'un certain type de médiation, avec valeurs et sens propres – entre la corporation des arbitres et le public. Considéré selon le principe d'Hans Jonas, ce processus engage aussi la responsabilité du journaliste envers l'arbitre en tant qu'autorité, étant donnée l'importance de la représentation pour la fonction. Ce deuxième versant de la responsabilité du journaliste, qui le relie à ses sujets d'information, est également issu d'une situation par laquelle une entité (ici, les arbitres de football) confie une partie de son devenir dans le débat public à un des acteurs qui l'alimentent. Dans notre première hypothèse, nous suggérons que les journalistes de sport influent sur le devenir de l'arbitrage de football en le représentant d'une certaine façon et engagent ainsi leur principe responsabilité auprès de la corporation.

Notre deuxième hypothèse avance que les journalistes sont pris dans un système à contraintes multiples qui ne les rend pas totalement maîtres et possesseurs de leur production, ni donc de leur responsabilité puisque le « respect de la vérité » ou « l'information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste » ne sont que deux contraintes parmi de nombreuses autres. Cette situation contraire aux déclarations d'intention contenues dans les Chartes serait due à « l'évolution actuelle du journalisme », qui « peut [...] être interprétée comme la lente émergence d'un "journalisme de communication" fondé, non seulement sur l'intensification de la pression commerciale et sur la recherche de satisfaction d'un public de consommateurs, mais aussi sur le déclin de l'objectivité, la généralisation d'une culture promotionnelle et sur une forme d'esthétisation de l'information » (Rieffel, 2001 : 154). Or, la « pression commerciale » et la relation du journaliste à son audience comme celle de vendeur à client n'est plus totalement conforme à la responsabilité sociale du journaliste garant d'un droit civique. Citoyen n'équivaut pas à client et la dimension divertissante du sport, intrinsèquement liée à son histoire, obscurcit les limites entre information à son sujet et mise en avant du même en tant que spectacle. Si la seconde dimension du sport s'avère plus rentable, plus séduisante au public, la mission du journaliste risque d'être altérée. En d'autres mots, le journaliste de sport peut être incité par la nature même du fait traité à agir en promoteur d'un spectacle. « *L'Équipe* légende le sport » n'est pas un slogan vide de sens et révèle le positionnement du quotidien sportif face au sujet et à son public. Généralisé, un tel traitement de l'information de sport peut finir par se banaliser bien qu'il soit éloigné de la responsabilité sociale que les journalistes entendent s'attribuer et, plus avant, de la responsabilité en tant que principe. Ce serait la vérification de ce qu'écrit Jean-François Diana (2013 : 309) : « l'information sportive n'échappe pas à l'évidence qu'elle est un "construit social" qui maintient l'écart entre le traitement journalistique et la réalité des événements et qui, par essence, donne un résultat altéré, lequel devient la norme ».

Qu'en est-il de l'information sur l'arbitre de football, génératrice certes d'une responsabilité sociale car elle implique la représentation d'un détenteur d'autorité mais qui, enchassée dans le traitement d'un fait dont la dimension spectaculaire est admise par tous, peut entrer en contradiction avec la recherche d'information la plus objective et dépassionnée possible ?

Mettre à l'épreuve la responsabilité sociale propre à la mission d'informer

Pour obtenir des enseignements valides sur la place accordée à la responsabilité sociale du journaliste de sport en partant du cas de l'arbitrage de football, il était nécessaire de tester la validité des deux hypothèses avancées. Concrètement, nous avons voulu savoir si la représentation des arbitres, vue à travers le prisme d'un corpus d'archives convoquant les médias français les plus représentatifs en la matière, pouvait avoir des effets tangibles sur l'exercice de l'arbitrage. Nous nous sommes alors entretenus avec divers acteurs des médias de sport et de l'arbitrage afin, d'abord, de vérifier les déductions issues de l'analyse de corpus et, ensuite, de nous enquérir de la place occupée par leur responsabilité dans les pratiques des journalistes de sport.

Rechercher des preuves d'une possible influence de la représentation d'un sujet sur le sujet même est une quête qui n'échappe pas à la spéculation. Nous savions d'emblée qu'il faudrait renoncer à tirer des conclusions trop fermes et c'est pourquoi, à défaut de pouvoir être exhaustif, nous avons souhaité prendre le mieux en compte les deux paramètres les plus importants selon nous : temps et support médiatique. L'analyse d'archives est donc étalée sur plusieurs décennies, cinq pour être précis, ce qui nous a fait prendre le parti de ne retenir qu'un corpus réduit, composé en l'occurrence des retransmissions télévisées numérisées par l'Institut national de l'audiovisuel (Ina) des douze finales de Coupes du monde disputées entre 1966 – première édition où elle bénéficie d'une retransmission intégrale à la télévision française – et 2010 – dernière en date à la rédaction de cet article. L'accent mis sur la télévision est complété par le recours à l'écrit, c'est-à-dire à la couverture de la même rencontre dans le journal *L'Équipe*. Les choix de la télévision, du seul quotidien sportif français et de la finale de Coupe du monde comme situation sportive permettent de prendre une photographie de l'évolution, à intervalles réguliers de quatre ans, de la représentation du football lors d'un de ses sommets compétitifs. Une finale de Coupe du monde peut, par son caractère exceptionnel, être considérée hors du traitement régulier du sport et de son arbitrage, mais elle est aussi la cristallisation en une archive de 90 minutes des meilleurs moyens de retransmettre le football développés au cours des quatre années qui l'ont précédée. Ainsi, en respect de l'importance du « match de football télévisé » (Blociszewski, 2007), en tant que production technique, dans la représentation du football, pouvons-nous déduire de cette archive un certain état des relations entre l'arbitre, sujet d'information, et les producteurs d'information au moment M de la finale. Bien sûr, tout comme une finale de Coupe du monde est un événement spécifique au sein même de la geste footballistique, sa couverture médiatique présente des spécificités qui limitent la portée des comparaisons. Néanmoins, cette finale reste une rencontre de football et les téléspectateurs, puis lecteurs des comptes rendus écrits, n'attendent pas une information différente de celle à laquelle ils sont habitués. Tout juste en attendent-ils plus, tout comme ils attendraient plus des

joueurs en de telles circonstances. Malgré leurs limites, les archives retenues ont donc l'avantage d'explorer l'écran et le papier, d'être denses, cycliques et faciles d'accès tant ces finales de Coupe du monde sont connues et documentées. C'est pour solidifier les déductions que nous pourrions en tirer que nous avons fait suivre cette analyse de corpus d'une série d'entretiens.

Confronter les déductions issues des archives avec le vécu des interlocuteurs

Ces entretiens ont été menés auprès de onze interlocuteurs issus du monde de l'arbitrage et des médias de sport, afin de proposer des témoignages provenant de tous les points de la chaîne de responsabilité, depuis le réalisateur (producteur d'images sources d'information) vers l'arbitre (sujet de l'information). La fenêtre de temps assez réduite (trois mois) dont nous disposons pour réaliser ces entretiens justifie le choix d'un panel limité en nombre au profit de la variété des profils, autant humains que professionnels. Cinq journalistes d'âges et carrière distincts ont été conviés : Serge Carpentier, 67 ans, ancien reporter de l'Office de radio-télévision française (ORTF) et de France 3 Régions, spécialisé dans la couverture du sport et aujourd'hui retraité ; Didier Braun, 63 ans, rédacteur au service des sports de *L'Équipe* depuis 1971 ; Dominique Le Glou, 63 ans, reporter retraité en 2010 après 30 ans au service des sports de France Télévisions ; Hervé Mathoux, 48 ans, présentateur du *Canal Football Club*, émission du dimanche soir de Canal + ; Fabien Lévêque, 32 ans, reporter au service des sports de France Télévisions. Nous avons également rencontré deux réalisateurs de retransmissions sportives : Jean-Maurice Ooghe (60 ans, France Télévisions) et Jean-Paul Jaud (66 ans, anciennement Canal +, aujourd'hui documentariste). Ce partage entre télévision et écrit, avec prédominance pour des personnes expérimentées, recouvre l'extension temporelle du corpus et sa division entre les deux types de média.

Pour sa part, la corporation des arbitres est représentée par un ancien international (Joël Quiniou, 63 ans) et un actuel (Stéphane Lannoy, 43 ans), un arbitre des championnats nationaux amateurs (David⁵, 26 ans, catégorie Fédéral 4) et un ancien arbitre de haut niveau aujourd'hui reconverti dans l'encadrement d'arbitres (Franck Sergeant, 48 ans). À eux quatre, ils couvrent cinq décennies (des années 70 à 2014) et tout le spectre des terrains : des amateurs du dimanche, dont Franck Sergeant supervise les arbitres, au plus haut niveau mondial, Stéphane Lannoy et Joël Quiniou ayant tous deux officié en Coupe du monde (2010 pour le premier, 1986, 1990 et 1994 pour le second).

Cet ensemble d'enquêtés présentait l'avantage de l'hétérogénéité et l'écueil, pour le chercheur, de l'attitude à adopter face à des interlocuteurs pour lesquels l'entretien au long cours peut être un « registre discursif inhabituel » (Demazière,

⁵ À sa demande, son prénom a été modifié.

2012 : 35) et déstabilisant. Par exemple, la mise en discours de sa propre activité est un exercice dans lequel journalistes et réalisateurs sont bien plus à l'aise que les arbitres. C'est pourquoi, conscient du risque et du besoin d'exploiter au mieux les onze heures d'entretien recueillies, nous avons préféré employer l'entretien semi-directif de recherche (ESDR), méthode indiquée quand le chercheur dispose déjà, comme c'était notre cas, d'une certaine quantité d'informations qu'il souhaite mettre à l'épreuve du vécu de ses interlocuteurs (Bertaux, Bertaux-Wiame, 1980). Ce moyen terme permet au chercheur de laisser une marge de manœuvre à son vis-à-vis tout en suivant une ligne directrice qui évite l'égarement.

Dès lors que nous cherchions des indices pour répondre à une question de terrain dont la pertinence dépendait de la validité de deux hypothèses, l'option pour une démarche hypothético-déductive s'est imposée d'elle-même. De fait, interroger la prise en compte par les journalistes de sport de leur responsabilité sociale face à l'arbitre de football sous-entend deux préalables : d'abord, que le fait d'informer sur cet acteur entraîne une responsabilité sociale reposant sur des faits tangibles ; ensuite, que cette responsabilité sociale, même matérialisée, ne « prime pas sur toute autre », du moins pas automatiquement ainsi que le voudrait la Charte du SNJ.

La première hypothèse pouvait être déduite du corpus d'archives par la comparaison entre, d'un côté, la trajectoire de la représentation de l'arbitre qu'il permet de retracer et, de l'autre, l'évolution, fondée à la fois sur des données officielles et la description de leur vécu par les arbitres, de l'arbitrage de football en tant qu'activité. En cas de convergence possible entre représentation médiatique de l'activité et exercice de cette activité, nous avons des éléments de responsabilité à opposer aux acteurs médiatiques et à leurs pratiques quotidiennes telles que décrites au cours des entretiens.

L'information, élément parmi d'autres de la mission du journaliste de sport

La prééminence donnée à la télévision dans le corpus se justifie par le fait que celle-ci est progressivement devenue le média quasiment hégémonique pour la diffusion et la réception du spectacle sportif, au point que l'offre de programmes sportifs par la télévision française en 2003 était supérieure à l'offre totale de programmes télévisés de 1991 (Tétart et al., 2007)⁶. Les mêmes auteurs en concluent que l'écran constitue le moyen principal de construction de la culture sportive pour une majorité de Français. De fait, le sport est un produit qui épouse idéalement les standards télévisuels (Papa, 2000), au point que l'émission de sport à la télévision, quelle qu'elle soit (retransmission en direct, *talk-show*, bulletin d'informations) est devenu un genre

⁶ Avec l'explosion du nombre de chaînes câblées et thématiques, sans compter l'exportation de leurs programmes sur l'internet, un tel calcul n'a plus lieu d'être aujourd'hui : en 2015, il est possible d'avoir en permanence accès à du sport télévisé.

en soi (Jost, 2004), générateur d'un contrat de lecture entre le diffuseur et le public. La place accordée à l'arbitre de football, sa personne et ses décisions, dans l'échantillon représentatif de ce genre que constitue notre corpus offre un aperçu du traitement de ce sujet par le média devenu référentiel en la matière. Un tel traitement engage la responsabilité du journaliste de sport qui, même entouré des différents acteurs étant parties prenantes du spectacle (consultant, réalisateur, média diffuseur), doit conserver pour priorité sa mission d'information. Or, la dimension technologique du match de football télévisé augmente en même temps que la sophistication des techniques employées pour le retransmettre : le nombre de caméras mobilisées pour la finale, par exemple, est passé selon notre décompte de 4, en 1966, à 8 en 1982, 16 en 1990, 28 en 2006 et 32 en 2010. Sans même évoquer la qualité des images que peuvent offrir ces machines toujours plus nombreuses, les informations rendues disponibles au journaliste, et celles qu'il peut délivrer à son public, sont modifiées en profondeur et sa tâche également. Dans cette optique, le ralenti tient un rôle crucial en ayant permis à la télévision de manifester son autorité sur le sport (Diana, 2000) par la brisure des trois unités du match (temps, lieu et action), ensuite reconstituées sur écran afin de rendre certaines séquences plus lisibles pour le public. Or, ce public est apparemment considéré davantage en sa qualité de client, de consommateur, que de citoyen à informer, comme nous le révèlent Hervé Mathoux et Didier Braun quand ils déclarent ne pas avoir connaissance des enquêtes d'audience (ou de lectorat) réalisées par les services commerciaux de leurs employeurs. Que devient l'information dans ce contexte contraint par une certaine conception du public, ou par la conception d'un certain public ?

Au regard des finales de Coupe du monde disputées entre 1966 et 2010, cette information subit des modifications concordantes avec une posture de plus en plus experte du média sportif sur le sport en général et l'arbitrage en particulier, expertise décelable dans les discours des journalistes et qui résonne avec l'autorité que s'arroge la télévision grâce à ses techniques. Cela répond aux attentes perçues de ce public, lui-même de plus en plus familier de ces techniques au point que la presse écrite, comme nous allons le voir, n'hésite pas à se servir de la télévision comme d'une source d'information de première main. Ce passage de témoin entre le stade et l'écran comme relais médiatique de référence pour l'information sur le sport d'élite est un processus progressif, difficile à baliser, d'autant qu'il ne se déroule pas à la même vitesse selon les disciplines. Dans le cas du football et des finales de Coupe du monde, il est néanmoins apparent et distingue trois moments de rupture.

La télévision s'aventure sur le théâtre des opérations sportives (début des années 70)

La première rupture est située au début des années 70 quand, « au fur et à mesure que l'objet [télévision] pénètre dans les foyers, se construisent les usages et la place de la télévision, qui se meut en loisir domestique, quotidien et familial » (Gaillard,

2006 : 19). Visible par accident et intermittence dans le champ de la caméra pendant la finale de 1966 disputée à Londres, l'arbitre est introduit, nommé à l'écran (infographies) et formellement présenté par le reporter en 1970. En 1974, nous apprenons son identité, celle de ses assistants et même sa profession dans le civil. Sa tenue elle aussi semble le rendre plus sportif, comme s'il s'adressait désormais à un public qui ne le considère plus seulement comme une autorité mais aussi comme un acteur du spectacle. En parallèle, l'information donnée de la décision d'arbitrage prend elle aussi compte de l'écran et du nouveau public apte à s'en emparer. Dès 1966, le ralenti encore embryonnaire est employé *a posteriori* par les journalistes de *L'Équipe* pour vérifier la validité d'un but inscrit par l'Angleterre. « Il aurait fallu une image beaucoup plus nette » pour se décider, déplore néanmoins Jacques Ferran dans l'édition du 1^{er} août 1966. L'espace-temps de la télévision n'est pas encore souverain, mais nous voyons pointer la foi en l'image comme objet technique, désormais concurrente du crédit accordé à la décision de l'arbitre. Huit ans plus tard, l'image se colorise, la technique affirme sa présence (six caméras autour du terrain contre trois en 1966) et le ralenti devient indissociable au programme, autant adjuvant de spectacle que de l'information. On y a recours autant pour mettre en relief la virtuosité d'un geste que pour instiller le doute sur une décision d'arbitre en la suspendant dans le temps. Ainsi Michel Drucker, reporter de la Deuxième chaîne pour cette finale jouée à Munich, n'attend-il même pas la diffusion du ralenti d'une faute accordée aux Néerlandais pour qualifier d'« implacable » non pas la décision, mais le ralenti même. Le plan est pourtant filmé du haut des gradins, ce qui ne permet pas de distinguer exactement le fautif. En revanche, l'arbitre est très proche de l'action, nonobstant c'est le verdict de la technique qui fait autorité.

Le match de football télévisé devient un produit marchand (milieu des années 80)

Un intervalle d'environ dix ans passe sans rupture technique majeure, période pendant laquelle les usages du ralenti et les nouvelles valeurs de plan prennent le temps de s'ancrer. L'introduction de la finale de 1982 donne un indice de l'impact grandissant de la technique télévisée comme source d'information sur l'expertise de l'arbitre et des répercussions que cela pourrait entraîner. Michel Denisot, pour TF1, présente l'arbitre brésilien de la finale en dressant ce constat : « On a beaucoup parlé des arbitres durant cette Coupe du monde, on en parle toujours à l'occasion des grandes manifestations, leur jugement est important et il est suivi par le monde entier; nous on a en plus le recours au ralenti, alors que les arbitres n'ont pas le ralenti, je crois qu'il ne faut pas taper systématiquement sur les arbitres, il faut les juger comme on juge les joueurs et comme on aimerait être jugés nous-mêmes ». Nous remarquons que « le bavardage sportif » décrit quelques années plus tard par Umberto Eco (1987) est déjà assumé comme une partie intégrante de la geste sportive, puisque l'on « parle » naturellement de l'arbitre, quoi qu'il y ait à en dire,

et d'autant plus quand il s'agit d'un événement sportif d'envergure. Un lien est explicitement fait entre le « recours au ralenti » et la parole sur les arbitres, que le reporter résume en l'action de « taper systématiquement » sur eux.

La retransmission télévisée de la décision à l'aide du ralenti s'affirme comme une mise en question de la légitimité, voire de la compétence, de l'arbitre. Ainsi nommé quand il est convoqué lors d'une retransmission en direct, « le ralenti » devient ce que Sophie Moirand (2007) appelle un « mot-événement ». Plus que désigner un objet, ce mot déclenche une série de réactions conditionnées chez le journaliste, les éventuels experts présents et le public. De signe, le mot devient signal (Barthes, 1957) que la décision montrée au ralenti est mise en doute par tous ceux qui prennent la télévision pour référence et source d'information. La généralisation de cette mise en doute par le ralenti, donc toujours circonscrite à un match et à sa retransmission, à toutes les décisions prises par tous les arbitres de France serait une déduction hâtive, assimilant la partie au tout, mais peut prendre sens si l'on note que l'organisation de l'arbitrage est fondée sur la mise en vitrine des meilleurs arbitres de la corporation, auxquels est attribuée valeur d'exemple. En deux mots, les arbitres représentés à la télévision peuvent être considérés comme une métonymie de l'arbitrage. Sans escamoter la diversité des terrains, le risque existe alors que ce qui touche le sommet de l'arbitrage se répercute, à des degrés variables, à tous les niveaux. Ainsi le traitement du spectacle sportif permis par les techniques audiovisuelles, en systématisant la mise en doute de l'arbitre par le truchement d'une image accessible à tous, a-t-il pu créer les conditions d'une présomption d'erreur qui toucherait tous les arbitres, même en l'absence de toute médiation journalistique, et effriter leur autorité. Joël Quiniou, qui officiera lors de trois Coupes du monde situées au cœur de cette deuxième rupture, témoigne que, à partir de la fin des années 80, les arbitres de l'élite française ont commencé à perdre leur « confort » d'exercice. En disant cela, il parle d'un segment certes réduit de sa corporation mais plus large que ceux dont « on parle à l'occasion des grandes manifestations » évoquées par Michel Denisot.

Ce deuxième moment paraît confirmer la tendance faisant de l'arbitrage une autorité dont l'expertise est abordable, à portée de regard. Tendance renforcée par l'apparition dans le paysage médiatique de chaînes privées à but lucratif se saisissant du sport comme d'un programme bon marché à fort taux d'audience, investi donc à fins spectaculaires. C'est à cette époque que se généralise le contrat de lecture propre au genre du programme sportif, générant une mutation que Serge Carpentier résume ainsi : « Avant, disons qu'on retransmettait un match de foot, point barre. Canal en fait un spectacle, c'est devenu une autre identité. Donc forcément il y a eu un bouleversement dans le paysage audiovisuel, chez nous au service public, à TF1, toutes les chaînes de télé ont dû se calquer sur Canal ». Réalisateur des programmes sportifs pour Canal + lors des vingt premières années de la chaîne, Jean-Paul Jaud se faisait un devoir d'« installer les téléspectateurs aux meilleures places du stade » et la caméra servit d'élément central à ce dispositif destiné à créer une plus-value télévisuelle. L'image télévisée devint à la fois

contenu et contenant du spectacle sportif, celui-ci se mélangeant à l'information. Réalité et subjectivité sont indissociables puisque la caméra rend son utilisateur omniscient. L'action décisive de la finale de 1990 est emblématique de ce nouveau rapport entre le téléspectateur et son écran. Cette année-là, le titre se joue entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Argentine et bascule en faveur des premiers sur un pénalty accordé à sept minutes de la fin. Consultant pour TFI, Jean-Michel Larqué affirme avant même le ralenti que « vous [le téléspectateur] allez voir que [le joueur allemand] n'est pas vraiment fauché ». Là encore, le ralenti donne l'illusion au téléspectateur d'un rapport plus proche au réel que tout autre regard, ce qui transfère l'expertise sur le jeu de l'arbitre vers le public. Comme en 1974, l'image sert de preuve par anticipation mais, à en écouter Jean-Michel Larqué, sa valeur probante s'affirme cette fois-ci au détriment de l'arbitre. L'angle de vue du ralenti, pourtant, n'est pas meilleur que celui de la finale de Munich. Du haut de la tribune située derrière le but, nous apercevons simplement deux joueurs se télescoper et l'arbitre, situé 20 mètres derrière eux, jouit d'une vue dégagée sur leur contact. Mais la télévision met en valeur son produit, son spectacle, et impose celui-ci comme moyen unique d'information, quitte à ce que cette information soit incomplète et ne présente plus tous les critères de qualité requis. La presse écrite incline elle aussi à ne s'informer qu'à la source audiovisuelle. Rédacteur de *L'Équipe* et auteur du compte rendu de la rencontre dans l'édition du 11 juillet 1990, Victor Sinet déclarera après visionnage du « magnétoscope » qu'Edgardo Codesal, l'arbitre mexicain, s'est trompé et que la finale s'est ainsi jouée sur un « coup de dés ». Et non sur une décision instruite et motivée. Puisque le magnétoscope, allégorie de la technique audiovisuelle, ne fournit pas les fondements de la sanction, l'information qui en résulte est défavorable à l'arbitre. En faisant d'une seule source d'information une vérité objective sans contredit, en contraste avec l'avis de l'arbitre, subjectif et facile à contredire, médias et journalistes remplacent la performance de l'arbitre par la performance de l'image.

Impact de l'accélération foudroyante de la technique sur la représentation du football et de son arbitrage (début du ^{xxi}^e siècle)

La troisième rupture voit exploser la quantité d'heures de retransmission de football, en même temps que le nombre d'indices suggérant que l'image télévisée – et son usage en tant que source d'information – est dorénavant un élément déterminant de construction de l'autorité des arbitres. L'IFAB en donne une preuve en allant à l'encontre de sa réputation de conservatisme pour modifier d'importants paramètres de l'arbitrage qu'elle régit. Dès 1994 par exemple, le maillot des arbitres n'est plus uniformément noir : il n'est plus nécessaire que l'arbitre porte la couleur de la justice mais, plutôt, qu'il s'adapte à la colorisation généralisée des écrans. Cette même décennie apporte aussi des modifications législatives importantes, toutes destinées à rendre le jeu plus dynamique et à réduire le périmètre de violence acceptable.

Interdiction pour le gardien de se saisir à la main de la passe d'un équipier (source auparavant de nombreux ralentissements), sévérité accrue contre les agressions commises par derrière, interprétation des éventuelles positions de hors-jeu favorable aux équipes en situation d'attaque. Difficile de dissocier ces nouvelles directives de la préoccupation par les instances de fournir à un public sans cesse grandissant et influent économiquement un spectacle de meilleure qualité. Or, ces directives concernent en premier lieu les arbitres – tous les arbitres – qui se trouvent, par procuration, tributaires de cette amélioration par le devoir d'appliquer les nouvelles règles. L'exposition télévisée agit aussi, de façon moins visible, sur le processus invisible de construction de l'expertise. L'image est désormais utilisée au service de la performance de l'arbitre. À l'orée du *xxi*^e siècle, la Fédération internationale de football Association (FIFA) décrète une montée générale en compétence des directeurs de jeu en incorporant la caméra à leurs méthodes d'entraînement. Joël Quiniou a vécu cela, à la toute fin de sa carrière en 1995 : L'image télévisée « oblige à se poser des questions, comprendre. Les problèmes de hors-jeu, le positionnement de l'arbitre-assistant, de l'arbitre sur le terrain, la condition physique, ça a amené les arbitres et la direction de l'arbitrage à faire avancer tout cela ». La caméra, en offrant une autre représentation, complète la performance de l'arbitre : « Je m'en sers tous les jours », dit ainsi Stéphane Lannoy, arbitre international en activité. David, arbitre Fédéral 4, a lui aussi recours à l'écran pour animer des sessions de formation et sensibilisation à l'arbitrage à destination des plus jeunes. Mais cette caméra, ces écrans, les images qu'ils produisent, ont leurs limites : « On ne peut pas sensibiliser sur la fonction de l'arbitre en montrant les ralents, car on veut insister sur le fait [que sur le terrain] il n'y a pas les ralents », tempère David, avant de dissocier l'usage qu'il est amené à faire du ralenti de celui qui en est fait dans les médias de sport : « Qu'il y ait plus de ralents, c'est une des modernités les plus catastrophiques pour respecter les décisions de l'arbitre. Car on prend l'angle le plus pertinent pour voir la faute. Alors que pour entre guillemets protéger l'arbitre, il suffirait de montrer la caméra qui est dans le champ de vision de l'arbitre, pour comprendre sa décision. Après, l'utilisation faite des ralents a été terrible ».

En pratique, les ralents se multiplient pendant les retransmissions au point que montrer et démontrer, voir et savoir se mélangent sur l'écran, de même qu'informer et déformer si les images se contredisent ouvertement. Cela se produit en 2006, six minutes après le coup d'envoi de la finale France-Italie, quand sont proposés trois ralents en 15 secondes de la même faute, sanctionnée d'un pénalty pour la France. Trois angles de vue générateurs de trois avis chez les commentateurs de TF1, parmi lesquels un journaliste-commentateur et deux consultants, qui passent collectivement d'un verdict de « faute incontestable » à un « y a pas grand-chose du tout » indigné. Cette appétence au revirement soudain, au choc d'opinions qui basculent d'un côté et de l'autre en quelques secondes, est dans le ton de l'émotion suscitée par une finale de Coupe du monde impliquant la France. Nous y retrouvons une espèce de familiarité, de subjectivité assumée coutumière de ce type de programme et qui en fait l'attrait. Ce bavardage sportif, très éloigné de la recherche d'une information froide et objective, correspond aux attentes d'un

public qui, en matière de sport, est supposé plus attaché au style d'énonciation qu'au contenu de l'énoncé, pour reprendre les propos de Vincent Goulet (2010). La responsabilité sociale du journaliste de sport qui, par sa présence, cautionne ce type de contenu est pourtant identique à celle de n'importe quel autre collègue.

Cependant, le journalisme de sport semble présenter une spécificité quant à son rapport aux sources, la technique audiovisuelle étant réputée, dans ce domaine, conférer expertise à tout ce qu'elle touche. La presse écrite bénéficie elle aussi de cet effet Midas. Dans *L'Équipe* du lendemain, 10 juillet 2006, Vincent Duluc exprime son avis quant à ladite décision de pénalty sur la foi seule des ralents : « Le ralenti ne permettait pas de se faire une idée de l'impact réel », écrit le journaliste. Quelle place dans l'information pour le regard de l'arbitre et sa représentation comme autorité experte dont la performance s'appuie sur un socle de compétences spécifiques ?

À en croire David, notamment, ces compétences sont diluées dans un flot d'images aussi détaillées les unes que les autres, bien qu'aucune ne restitue le ressenti de terrain. La responsabilité sociale du journaliste lui demanderait de laisser un espace – ne serait-ce que dans le discours – à ce ressenti, mais quand nous soumettons l'idée à Hervé Mathoux, il l'assimile à une brèche dans le contrat de lecture entre lui et son public : « Après, on ne va pas à chaque fois qu'on prend la parole répéter "attention, l'arbitre n'a pas la caméra", ça n'a pas de sens », réplique-t-il. Cependant, le journaliste met en jeu son principe responsabilité, au sens d'Hans Jonas plus que de celui de la Charte cette fois-ci, dès que les valeurs et sens construits sur l'arbitre de football en tant que sujet d'information semblent faire effet dans la réalité. La troisième rupture, nous l'avons dit, marque l'envahissement de tous les aspects de l'arbitrage par l'image télévisée. Les règles du jeu changent, la tenue de l'arbitre aussi, et surtout les discours à son sujet systématisent sa mise en question en opposant la subjectivité de la caméra à la sienne. Or, ce conflit latent d'expertises entre la caméra – objet référentiel d'information sur le jeu et l'arbitrage pour le public et les journalistes de sport qui s'adressent à lui – et l'autorité arbitrale appuyée sur ses trois piliers tourne, en certains aspects, en faveur de la première.

Ainsi, depuis une dizaine d'années, la Direction technique de l'arbitrage (DTA), délégation de la Fédération française de football (FFF) en charge des arbitres, exprime-t-elle sa préoccupation quant à la dégradation des conditions d'exercice de tous les arbitres. À la tête de cette Direction depuis juillet 2013, Pascal Garibian affirme l'urgence de « redorer l'image » des arbitres⁷ à mesure que leur nombre diminue (29 000 en 2005 pour presque 25 000 aujourd'hui) et le fait que le taux d'agressions à leur rencontre se maintient à un niveau qui inquiète l'institution. Situé en octobre 2013 à 6,3 passages à l'acte pour 1 000 matches, ce taux n'est documenté que depuis 2007 par l'Observatoire des comportements de la FFF, mais le simple fait qu'il le soit est un indice de cette inquiétude. En tant que tel, il

⁷ Accès : <http://www.cahiersdufootball.net/article-pascal-garibian-nous-n-avons-pas-a-rougir-du-niveau-des-arbitres-francais-5215>. Consulté le 11/03/14.

alarme la corporation : le 31 mai 2014, l'Union nationale des arbitres de France (Unaf) émettait un communiqué pour « déplore[r] que la saison 2013-2014 ait vu un nombre record d'arbitres agressés physiquement [...] et demande[r] aux dirigeants de la FFF de durcir le barème disciplinaire actuel ». La FFF mène déjà des actions pour résoudre le problème, mais opte plutôt pour la prévention. Ainsi de nombreuses campagnes médiatiques ont-elles été conduites depuis le début de ce siècle, avec le soutien de La Poste et à l'aide de slogans fédérateurs (« La frappe, c'est dans le ballon », « On n'a pas le même maillot, mais on a la même passion »). Lancées en 2003, les Journées de l'arbitrage jouent aussi sur les connotations généralement associées à la figure de l'arbitre en rappelant qu'il est un acteur sportif avant tout, seulement distingué par un pouvoir de sanction mis au service du bien-être de tous les footballeurs.

La référence par Pascal Garibian à « l'image » des arbitres, la publicisation du malaise arbitral, les données statistiques citées et le recours aux médias comme une des solutions à ce malaise dessinent une convergence possible entre la généralisation de la représentation de l'arbitre à la fois sur l'écran de télévision et par la télévision en tant que média, et ce malaise ressenti à tous les niveaux de la corporation. Franck Sergeant, qui supervise des arbitres au niveau amateur, déclare le constater fréquemment : « Sur une seule décision, sur une critique hyper-médiatisée, tout est remis à plat le weekend en District ou en Ligue et on subit de plein fouet toutes ces critiques sur l'arbitrage en presse écrite ou en télévision ». La seule possibilité que l'information sur l'arbitrage, par son incomplétude et son éloignement de la vérité, nuise aux arbitres de football est une mise en question de la responsabilité sociale des journalistes de sport. Non seulement le droit à l'information du public n'est pas servi tel qu'il le devrait, bien que le produit sportif délivré corresponde à ses attentes en matière de divertissement et de spectacle, mais le devenir du sujet est négligé. Celui-ci est pourtant affecté par les valeurs et sens contenus dans la représentation médiatique de sa corporation et il ne peut pas agir dessus en réponse. Certes, son autorité se fonde sur une tradition et sur le charisme de celui qui la détient, rendant unique chaque situation d'arbitrage et limitant la généralisation des constats, mais si l'uniforme qui distingue la fonction est déconsidéré par une tierce partie, le risque existe que ne soient plus réunies les conditions idéales d'exercice de cette mission d'intérêt général. Les journalistes en sont-ils conscients ?

Que disent les journalistes de leur responsabilité ?

Agir en réponse à ce risque demande que le journaliste s'empare de sa responsabilité sociale et place la qualité d'information au-dessus de n'importe quelle autre contrainte. Selon les principes dont s'est dotée la profession, cette « qualité » d'information exige un travail de fond, de nombreuses sources si possible discordantes, du recul, ainsi que le respect de la « dignité des personnes » (autre devoir inscrit dans la Charte du SNJ) que sont les sujets de l'information, auxquels il faut essayer de ne pas nuire en diffusant des informations partielles. Même dans le cas d'un sujet apparemment

mineur comme l'arbitrage de football, une telle mission est difficile autant qu'elle est précieuse. Il n'est donc par surprenant que, d'une manière générale, les journalistes interrogés aient une haute considération de leur mission. « On ne vend pas des boulons », dit Hervé Mathoux, « donc il y a des données particulières ». « Le journaliste est un contre-pouvoir », confirme Fabien Lévêque en faisant référence à la révélation par le site *MediaPart* des comptes bancaires cachés de l'ancien ministre Jérôme Cahuzac⁸. Didier Braun reconnaît que « pouvoir donner son opinion » est, en soi, une forme de pouvoir. Dominique Le Glou et Serge Carpentier font usage du même champ sémantique mais – peut-être est-ce dû à leur retraite encore récente au moment de l'entretien – ils relativisent l'importance du journaliste en la liant à l'appartenance au milieu, à la détention de la fonction. Autrement dit, le statut de leader ou faiseur d'opinion (Lazarsfeld, Berelson, Gaudet, 1944 ; Champagne, 1990) détenu par le journaliste de sport qui, pour rester dans le cadre de notre étude, informe sur l'arbitre est lié au contrat de lecture entre le public et lui. Or, ce contrat contient de nombreuses clauses dont certaines ne rejoignent pas forcément le principe responsabilité du journaliste, ni son devoir de délivrer une information de qualité. Il semblerait même que ce contrat stipule que les journalistes évitent d'être trop regardants sur la qualité de l'information au bénéfice de la spontanéité inhérente au spectacle sportif. « Ce n'est que du sport, faut relativiser », admet Fabien Lévêque en comparant le traitement d'un sujet sportif avec celui de domaines réputés plus sérieux. « On n'a pas le choix », dit pour sa part Hervé Mathoux : « Les gens veulent savoir s'il y a but ou pas, hors-jeu pas hors-jeu », et ce vite et simplement, ce qui explique l'usage fait des ralentis dans son émission dominicale pour étudier les décisions d'arbitrage, bien que ce dispositif ne rende que très imparfaitement les conditions dans lesquelles est prise la décision et ne dise rien sur les consignes d'interprétation de la règle. Ce discours imposé au journaliste, qui n'a « pas le choix », peut être à la fois conséquence du rapport entre journaliste et public ou du rapport entre journaliste et employeur, et même des deux si nous considérons que l'intérêt du média qui rémunère le journaliste est de satisfaire le public, sa clientèle. Il est bien entendu difficile pour toutes les parties engagées (ainsi que pour le chercheur) de savoir ce que veut le public (ceux que Hervé Mathoux nomme « les gens »), quel que soit ce que ce mot recouvre réellement, et d'anticiper ses réactions tant « le sens des choix des publics, de ses interprétations, n'est ni quantifiable ni même accessible » (Esquenazi, 2003 : 26). Cependant, nous constatons à travers ses propos que le journaliste se sent surtout responsable envers *un* public, bien circonscrit dans son esprit, celui qui constitue son taux d'audience et qu'il doit servir. D'ailleurs, Dominique Le Glou identifie ce public à la marque déposée qui calcule, encore aujourd'hui, ledit taux d'audience : « Notre changement fondamental, cela a été la mesure d'audience quand est arrivé Médiamétrie⁹. Tout a été bouleversé parce que tout d'un coup on avait notre score, "combien t'as fait de téléspectateurs ?" Ça aussi cela a été un truc terrible parce que ça induit une performance, un classement et une sanction ».

⁸ Le 8 avril 2013, jour de l'entretien, l'information concernant Jérôme Cahuzac venait de sortir.

⁹ Médiamétrie a été créée en 1985. La mesure d'audience sous son nom appelée Mediamat a été instaurée en 1989.

Nous pouvons déduire en recoupant les entretiens qu'un consensus a pu s'installer, dans le milieu du journalisme de sport, autour du fait que le public prioritaire de ce journalisme – matérialisé par une quantité, les chiffres de Médiamétrie – privilégie un bavardage sportif au sein duquel le traitement de l'arbitrage consiste à chercher réponse à des questions comme « savoir s'il y a but ou pas, hors-jeu ou pas », en menant l'enquête à l'aide de la seule technologie audiovisuelle. Et le journaliste ne posséderait pas la marge de manœuvre suffisante pour briser ce consensus et clamer le droit à disposer de sa responsabilité sociale générique, celle de l'information « de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste » sur toute décision d'arbitrage, ce qui demanderait de l'explorer avec plus qu'une caméra. Ne serait-ce qu'en respect du fait, expose Stéphane Lannoy lors de notre entretien, que « les lois du jeu évoluent au fil des saisons ». Ainsi se désole-t-il : « S'il n'y a pas une mise à jour des commentateurs sportifs, des journalistes, des consultants sur les lois du jeu, vous avez vite fait de dire une ânerie ».

« Respecter la vérité », donc aussi celle des lois du jeu en vigueur, est bel et bien un des impératifs du journaliste du sport, quel que soit son type de journalisme. S'il anime une émission de télévision à laquelle participent divers types d'intervenants, il doit chercher à ce que tous, journalistes ou non, suivent cet impératif car cette émission s'inscrit dans le cadre légal du journalisme et lui permet de revendiquer la carte professionnelle. Cependant, des facteurs concordent pour permettre d'affirmer que cette information de qualité, pourtant centrale à la responsabilité du journaliste, peut n'être qu'une contrainte parmi d'autres dans le cadre du sport. Ce qui est vrai en télévision le devient aussi à l'écrit si l'on se réfère au fait que les archives de presse écrite étudiées expriment à quel point la télévision sert de source d'information de référence, certains argumentaires autour de telle ou telle décision s'appuyant sur des captures d'écran télévisé.

Dresser un portrait fidèle, équilibré de l'arbitrage en tant que fonction, exercice ou expertise est bien sûr possible, mais en certaines circonstances et ce n'est pas une priorité apparente. Ainsi le débat sur le recours à la vidéo dans l'arbitrage est-il aujourd'hui alimenté d'une certaine manière qui fait passer un type bien défini de technique pour la solution universelle aux décisions controversées, sans laisser voix aux contre-arguments ni poser la question de son utilisation concrète dans le cours du jeu, alors que cette technique est avant tout outil de spectacle et sert à mettre celui-ci en valeur (Ellul, 1988). Est-ce bien le moyen le plus adapté pour déceler, entre autres critères de sanction, « imprudence, témérité ou excès d'engagement » de la part d'un joueur, ou pour savoir si celui-ci « touche délibérément le ballon de la main » (extraits de la loi XII, IFAB) ? Il n'y a pas de raison objective de porter plus confiance à une image décomposée par une caméra postée en un certain angle, qu'à l'œil de l'arbitre, ce dernier situé sur le terrain et entraîné par deux décennies de pratique. Pourtant, au cours de notre entretien, Jean-Paul Jaud milite pour la caméra, mais en la qualifiant de « magique », ce qui nous éloigne du rationnel nécessaire à la fois à une information de qualité et à des décisions arbitrales justes. Il n'est pas attendu d'une retransmission sportive ni

de son réalisateur qu'ils soient rationnels ou contribuent à l'information de qualité, ceci n'étant pas leur mission. Pourtant Jean-Paul Jaud, sans avoir la responsabilité du journaliste, lui livre pourtant une partie de sa matière première et peut même, dans certains cas, lui dire quand parler ou se taire à en croire le récit que fait Jean-Maurice Ooghe, réalisateur des Tours de France cyclistes, de sa collaboration avec les animateurs de France Télévisions.

Dans sa version télévisée, l'information sur l'arbitrage de football est à contraintes multiples et, bien que des facteurs convergents suggèrent la validité de notre première hypothèse, à savoir l'impact potentiel de cette information sur son sujet, le journaliste de sport n'a pas les leviers nécessaires pour prendre pleine possession de la responsabilité sociale qu'engage cette information et en respecter ainsi la qualité requise. Notre seconde hypothèse s'en trouve partiellement validée, dans le sens où notre étude de cas sur l'arbitrage de football confirme que la responsabilité sociale née du droit du citoyen à l'information n'est pas toujours la priorité inattaquable du journaliste en action. Toutefois, n'ignorons pas la spécificité de la télévision comme média d'information sur le sport et le traitement résultant, tous médias confondus, du football d'élite. Bien que le plus visible dans le débat public, ce football tout comme son traitement médiatique ne sont pas les seuls existants. Sur le bord des terrains dits du dimanche, dans les compétitions amateurs d'échelon local accompagnées par la seule presse quotidienne régionale et, plus généralement, dans leurs rapports informels, arbitres et journalistes se côtoient en bonne intelligence. À son époque, Dominique Le Glou a réalisé des reportages filmés sur les stages de perfectionnement des arbitres d'élite ; Stéphane Lannoy entretient des relations « cordiales » avec de nombreux journalistes et accepte les demandes de leur part dès qu'il n'est pas question de justifier telle ou telle décision (ce que lui interdit la Fédération) ; enfin, Franck Sergeant distingue la couverture de l'arbitrage par la presse écrite régionale car celle-ci, selon lui, « fait la part des choses, [sait] critiquer mais aussi apporter une plus-value à l'arbitrage ».

Ce dernier extrait de nos entretiens nuance les déductions tirées de l'enquête de terrain mettant en cause les journalistes de sport dans les difficultés rencontrées par l'arbitrage français et, partant, la place accordée par ces mêmes journalistes à leur responsabilité sociale quand ils traitent de ce sujet. Des faits concordent cependant pour accorder crédit aux deux hypothèses soulevées :

- en premier lieu, la technicisation progressive de la représentation du football impulsée par la télévision influe sur la couverture de l'arbitrage par les journalistes de sport, de plus en plus dépendante des techniques audiovisuelles et du regard parfois inquisiteur qu'elles permettent. Dans le même temps que ce regard questionne – à tort ou à raison – la validité des décisions arbitrales et la légitimité des individus qui les rendent, il semble que l'environnement des arbitres de football (joueurs, dirigeants, supporters) tend lui aussi vers une plus grande mise en doute de cette autorité, ce que suggère l'attention accrue portée aux agressions envers la corporation ou aux comportements

perçus comme tels. La convergence entre ces deux tendances soulève, sans la trancher, la question de la responsabilité sociale des journalistes, autant pour la qualité de l'information fournie (réduite à une seule source donc partielle, et parfois partielle) que pour les effets de cette information sur le sujet ;

- en second lieu, malgré le fait les journalistes de sport interrogés admettent globalement que leur principe responsabilité puisse être engagé face à l'arbitre et que l'information qu'ils fournissent sur l'arbitrage n'est pas toujours satisfaisante, nos interlocuteurs reconnaissent une certaine forme d'impuissance face aux contenus auxquels ils souscrivent en les animant ou en les signant. D'une certaine manière, ils reconnaissent ce que suggère déjà l'étude d'archives, à savoir que les journalistes de sport ne possèdent pas pleinement les moyens de recueillir l'information et doivent fournir un produit plus ou moins calibré en fonction de nombreuses contraintes, parmi lesquelles une certaine éthique sans doute, mais dont la plus importante est la satisfaction du public souvent vu comme le consommateur d'un spectacle.

Conclusion

En introduction, nous posions la question de la place accordée à la responsabilité sociale du journaliste dans ce qui nous apparaissait être une pratique largement formatée, l'information sur le sport. L'exemple de l'arbitre de football possédait l'avantage de convoquer à la fois une figure d'autorité relativement peu étudiée en sciences humaines et sociales et le public car l'arbitre, à l'instar de tout détenteur d'un pouvoir de sanction, existe par le seul rapport avec la société qui décrète sa nécessité. Cet avantage comportait ses propres inconvénients dûs à l'étendue du terrain étudié, imposant des choix restrictifs pouvant éroder la validité des déductions, dûs aussi à l'irréductible volatilité du public, ses réactions collectives et individuelles, et enfin à la volatilité du terrain sportif même, toute situation d'arbitrage étant unique et difficilement comparable à une autre. Néanmoins, notre objectif était d'identifier des tendances ou mouvements suffisamment larges dans la représentation de l'arbitre comme sujet d'information pour pouvoir les comparer à l'évolution constatée de l'arbitrage et, s'il y a apparente convergence des trajectoires, interroger pertinemment un échantillon de journalistes de sport sur leur responsabilité sociale telle qu'elle apparaît dans le cadre de cet exemple bien précis. Les entretiens avec les réalisateurs et arbitres venant renforcer, modérer ou invalider nos déductions.

L'étroitesse de l'échantillon était à la fois une limite et un atout car, sans pouvoir revendiquer être représentatif des groupes sociaux étudiés, il a permis d'aller en profondeur d'un objet de recherche qui ne peut être exploré autrement que dans sa qualité. En effet, la Charte du SNJ le proclame, la responsabilité première du journaliste auprès du public est une « information de qualité » : cela ne se mesure ni ne s'indexe. C'est pour cela que nous avons privilégié une approche

étalée dans le temps et centrée sur un seul sujet pour faire parler archives et parties prenantes sur la responsabilité sociale du journaliste. Or, il apparaît que cette responsabilité, bien présente en tant que principe générique dans l'esprit des principaux concernés, se dilue dans la réalité des pratiques face aux contraintes qu'imposent les attentes du public et aux conditions de travail permises par le média employeur. Certes le football et son arbitrage sont à considérer dans leur spécificité, notamment « l'illégitimité culturelle » (Diana, Lochard, 2004 : 17) dont semble atteint par contagion tout ce qui touche au sport, mais cette première approche paraît offrir des résultats suffisamment féconds pour qu'un tel questionnement soit prolongé vers d'autres domaines d'information et de recherche.

Références

- Barthes R., 1957, *Mythologies*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Bertaux D., Bertaux-Wiame I., 1980, *Enquête sur la boulangerie artisanale*, Paris, CNRS Éd.
- Blociszewski J., 2007, *Le Match de football télévisé*, Paris, Éd. Apogée.
- Champagne P., 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Éd. de Minuit.
- Defrance J., 2001, « Histoire du sport, régulations sociales et contrôle public. Entre autonomisation et mise sous tutelle », pp. 9-19, in : Basson J.-C., dir., *Sport et ordre public*, Paris, Documentation française.
- Delforce B., 1996, « La responsabilité sociale des journalistes : donner du sens », *Les Cahiers du journalisme*, 2, pp. 16-33.
- Demazière D., 2012, « L'entretien de recherche et ses conditions de réalisation. Variété des sujets enquêtés et des objets de l'enquête », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo*, 1. Accès : <http://surlejournalisme.com/rev/index.php/slj/article/view/6>. Consulté le 22/03/15.
- Diana J.-F., 2000, « Les enjeux du ralenti dans la représentation télévisuelle du football. Entre inquisition et réquisition », *Les Cahiers de l'Insep*, hors-série, « Montrer le sport », pp. 255-271.
- 2013, « De la difficulté d'être journaliste de sport », *Les Cahiers du journalisme*, 25, pp. 34-47.
- Diana J.-F., Lochard G., eds, 2004, « Le sport médiatisé du voir au savoir », *Médiamorphoses*, 11.
- Eco U., 1987, *La Guerre du faux*, trad. de l'italien par M. Tanant, Paris, Librairie générale française, 1987.
- Esquenazi J.-P., 2003, *Sociologie des publics*, Paris, Éd. La Découverte.
- Fauconnet P., 1928, *La responsabilité*, Paris, F. Alcan.
- Foucault M., 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Gaillard I., 2006, « De l'étrange lucarne à la télévision », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, pp. 9-23.

- Goulet V., 2010, *Médias et classes populaires. Les usages ordinaires des informations*, Paris, Ina Éd.
- Hughes E., 1958, *Men and Their Work*, Glencoe, The Free Press.
- Jonas H., 1979, *Le Principe responsabilité*, trad. de l'allemand par J. Greisch, Paris, Éd. du Cerf, 1990.
- Jost F., 2004, *Introduction à l'analyse de la télévision*, Paris, Éd. Ellipses.
- Lamizet B., 1999, *La Médiation culturelle*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Lanfranchi P., Eisenberg C., Mason T., Wahl A., 2004, *Hundred Years of Football : The FIFA Centennial Book*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.
- Lazarsfeld P., Berelson B., Gaudet H., 1944, *The People's Choice : How the Voter makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, Columbia University Press.
- Moirand S., 2007, *Les Discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses universitaires de France.
- Papa F., 2000, « Quand le sport nous parle de la télévision », pp. 405-425, in : Gabaston P., Leconte B., eds, *Sports et télévision. Regards croisés*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Pastoureau M., 1990, « Les couleurs du stade », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 26, pp. 11-18.
- Rabatel A., Koren R., 2008, « La responsabilité collective dans la presse », *Questions de communication*, 13, pp. 7-24.
- Ricœur P., 1994, *Éthique et responsabilité*, Boudry-Neuchâtel, Éd. La Baconnière.
- Rieffel R., 2001, « Vers un journalisme mobile et polyvalent ? », *Quaderni*, 45, pp. 153-169.
- Tétart P., Moneghetti G., Wille F., 2007, « De la plume à l'écran. Sports et médias depuis 1945 », pp. 197-228, in : Tétart, P., éd, *Histoire du sport en France*, t. 2, *Histoire du sport en France de la Libération à nos jours*, Paris, Vuibert.
- Weber M., 1921, *Économie et société*, trad. de l'allemand par J. Freund, Paris, Plon, 1971.
- 1959, *Le savant et le politique*, trad. de l'allemand par J. Freund, Paris, Poche, 2002.
- Wille F., 2013, « Le journalisme de sport, en quête de légitimité », *Les Cahiers du journalisme*, 25, pp. 3-11.